



Forum International de Dakar  
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa

FDD2022

# Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique



8<sup>e</sup> édition - 24 & 25 octobre 2022

**DOSSIER DU PARTICIPANT**

**L'Afrique à l'épreuve des  
chocs exogènes : défis de  
stabilité et de souverainetés**



FDD2022

# Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique



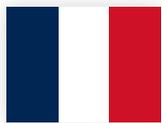
8<sup>e</sup> édition - 24 & 25 octobre 2022

Organisé par



République du Sénégal

Avec le soutien de



Organisation



Partenaires

AIR SENEGAL 



TV5  
MONDE

SUMMA





# Sommaire

<b>Éditos</b>	<b>3</b>
<b>Note conceptuelle</b>	<b>7</b>
<b>Organisation</b>	<b>10</b>
<b>Résumé du programme</b>	<b>11</b>
<b>Informations pratiques</b>	<b>12</b>
<b>Programme</b>	<b>13</b>
<b>BLOC 1</b>	<b>14</b>
<b>Plénière 1</b>	<b>15</b>
<b>Atelier 1</b>	<b>17</b>
<b>Atelier 2</b>	<b>20</b>
<b>Atelier 3</b>	<b>22</b>
<b>BLOC 2</b>	<b>24</b>
<b>Plénière 2</b>	<b>25</b>
<b>Atelier 4</b>	<b>26</b>
<b>Atelier 5</b>	<b>29</b>
<b>Atelier 6</b>	<b>32</b>
<b>Présentation des partenaires</b>	<b>35</b>
<b>Présentation des organisateurs</b>	<b>39</b>
<b>Contacts</b>	<b>40</b>



## ÉDITO

Un regard sur la situation politico-sécuritaire en Afrique fait clairement apparaître une expansion de la menace terroriste, la persistance de foyers de tension et la résurgence de coups d'État militaires.

Il en résulte une situation humanitaire préoccupante avec des millions de déplacés internes et de réfugiés ; une situation aggravée par les effets conjugués de la pandémie Covid-19 et de la guerre en Ukraine sans oublier ceux du changement climatique.

Ces facteurs combinés sont de trop pour des économies structurellement vulnérables. En plus de fragiliser davantage les conditions socio-économiques de nos pays, ils mettent en péril les fondements de la paix sur le continent.

C'est pourquoi, il est important d'animer la réflexion sur ces menaces locales de portée globale puisque par les interdépendances, les intérêts et enjeux géostratégiques imbriqués, le monde apparaît plus que jamais comme un village planétaire. Une crise localisée peut toujours impacter d'autres pays, voire d'autres continents.

Voilà pourquoi le Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique s'est donné pour vocation de contribuer à mettre en exergue les défis sécuritaires du continent et les voies et moyens d'y faire face, dans une démarche inclusive, civilo-militaire, intra africaine, et ouverte au reste du monde.

Le Forum de cette année ambitionne de questionner la souveraineté du continent, trop souvent exposé à sa forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur ; d'où sa vulnérabilité particulière aux chocs exogènes dans des domaines aussi vitaux que l'alimentation, la santé, l'énergie, la sécurité entre autres.

En pointant du doigt nos maux et nos faiblesses, nous ne devons pas non plus oublier nos potentialités et nos forces : un capital humain jeune qu'il faut éduquer et former, des ressources naturelles abondantes qu'il nous faut davantage valoriser, et une dynamique internationale de plus en plus multipolaire, qui offre des opportunités de partenariats diversifiés.

Voilà ce qui m'a conduit, en ma qualité de Président en exercice de l'Union Africaine, à porter et défendre la candidature du continent pour siéger au G20 en qualité de membre à part entière et non d'invité dont la participation est à la discrétion du pays hôte.

En définitive, quels que soient les défis devant nous, je reste convaincu que nous détenons la clef de notre succès. Elle réside dans notre capacité de mobilisation, de résilience et de persévérance dans l'effort.

Ensemble, faisons du Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique le ferment d'une Afrique apaisée, revitalisée et résolument engagée sur la voie de l'émergence.



**S.E. Macky SALL**

Président de la République  
SÉNÉGAL



## ÉDITO

Alors que le monde cherche à se relever des effets dévastateurs de la pandémie de Covid-19, la guerre en Ukraine est venue nous rappeler, si besoin en était encore, notre communauté de destin.

Or, en plus de faire face aux menaces sécuritaires les plus aigües, du Sahel à la Corne de l'Afrique, en passant par le Bassin du Lac Tchad ou encore la région des Grands-Lacs, notre continent subit de façon implacable les répercussions de chocs externes qui le continent, souvent hélas, en théâtre d'expérimentation et de positionnement d'autres acteurs internationaux.

Ainsi que l'a récemment relevé le Président de la République, SEM Macky SALL, devant la tribune des Nations Unies, « *L'Afrique a assez subi le fardeau de l'histoire ; elle ne veut pas être le foyer d'une nouvelle guerre froide, mais plutôt un pôle de stabilité et d'opportunités, ouvert à tous les partenaires sur une base mutuellement bénéfique* ».

C'est dans ce contexte global et régional des plus préoccupants que la 8<sup>e</sup> édition du Forum International de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique se tiendra, les 24 et 25 octobre 2022, sur le thème « **L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes : Défis de stabilité et de souverainetés** ».

Ce thème rejoint le combat qu'a toujours mené le Président Macky SALL sur la scène internationale, plus particulièrement en sa qualité de Président en exercice de l'Union africaine.

Ce combat c'est celui d'une réforme du système international qui a jusque-là réservé à l'Afrique un rôle marginal, inadapté à son rêve d'émergence et de stabilité. Car, une gouvernance mondiale juste et adaptée au monde d'aujourd'hui et de demain ne peut faire fi des aspirations d'un continent qui constitue la 8<sup>ème</sup> économie du monde dotée d'une population de 1,3 milliard d'habitants. C'est dire la pertinence du plaidoyer pour une représentation permanente au Conseil de sécurité des Nations Unies et l'octroi d'un siège au sein du G20, qui bénéficie d'un soutien large et croissant.

Ce combat du Président Macky SALL est aussi celui de la prise en compte des intérêts du continent sur nombre de questions internationales.

Ainsi, intervenant en faveur de la résolution de la guerre en Ukraine, lors de son entretien à Sotchi, avec son homologue russe, le Président Vladimir POUTINE, il a fait de l'accès aux stocks de céréales et de fertilisants son cheval de bataille. Le compromis entre Kiev et Moscou, sous l'égide des Nations Unies, avec la facilitation de la Turquie, démontre que nous devons absolument

donner la priorité à la diplomatie et au multilatéralisme, symbolisé essentiellement par l'ONU.

Sur la lancinante question des changements climatiques, le Sénégal plaide pour la conciliation de l'impératif d'une transition énergétique avec les exigences de développement de l'Afrique, où 600 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité. Au nom de la justice climatique, il me plaît de réaffirmer l'appel pour le respect des engagements en matière de finance climatique, y compris l'adaptation.

Cela nous amène à souligner la souveraineté énergétique qui reste une priorité pour le Continent si l'on voit le besoin en infrastructures, un domaine qui constitue un préalable à la mise en œuvre effective de la ZLECAF.

Sur un autre plan, l'une des leçons à tirer de la pandémie de COVID-19, c'est l'impérieuse nécessité d'une souveraineté sanitaire, notamment par le truchement de l'émergence d'une industrie pharmaceutique africaine capable de satisfaire ses besoins essentiels.

Il en est de même de la sécurité alimentaire pour un continent qui détient 60% des terres arables, d'importantes ressources hydriques et une main d'œuvre jeune et abondante, autant d'atouts qui rendent incompréhensible notre dépendance extérieure en la matière.

En effet, notre souveraineté en matière de défense et de sécurité restera aussi longtemps tributaire de nos vulnérabilités dans ces différents secteurs.



**Aïssata Tall SALL**

Ministre des Affaires étrangères  
et des Sénégalais de l'Extérieur  
SÉNÉGAL



## ÉDITO

Or, l'urgence sécuritaire exige des réponses structurelles, de la lutte antiterroriste au maintien de la paix ; lesquelles réponses posent l'épineuse question du financement, de la formation, de l'équipement des troupes africaines déployées sur les théâtres d'opérations. Car, ne nous y trompons pas, ce débat sur la souveraineté et la stabilité dans le contexte des nombreux chocs exogènes qui affectent l'Afrique, interpelle sérieusement nos capacités à assurer de manière autonome la paix et la sécurité sur le continent.

Voilà pourquoi, une place de choix a été réservée aux problématiques comme la réforme du secteur de la sécurité, la dialectique des approches collectives et des réponses nationales face à l'extrémisme violent, les réponses communautaires ainsi que le partenariat ; l'objectif étant d'accompagner les pays africains les plus vulnérables à faire leur mue dans le domaine de la défense et de la sécurité.

Il apparaît donc clairement que le moment semble décisif pour l'Afrique d'assumer ses responsabilités d'acteur international de premier plan, pour se défaire de son statut de théâtre d'expérimentation d'idéologies et de postures.

C'est en nous mobilisant sur toutes ces priorités que nous pourrons garantir la paix, la stabilité et le progrès, pour le grand bénéfice de nos populations, en particulier en laissant toute leur place aux femmes et aux jeunes.

Consciente du leadership de nos dirigeants et de la prise de conscience de l'opinion publique africaine sur ces sujets à la fois complexes, préoccupants mais aussi passionnants, je reste persuadée que la 8<sup>e</sup> édition du Forum International de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique servira, comme à l'accoutumée, de creuset de réflexion stratégique pour une Afrique unie, stable et prospère.



## ÉDITO

### Pour un nouveau partenariat euro-africain

Depuis sa première édition en 2014, le Forum International de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique offre un lieu précieux d'échanges et de concertation entre les dirigeants africains, leurs partenaires internationaux, les organisations internationales et les acteurs privés. C'est un cadre unique pour réfléchir aux défis à relever et aux réponses que nous pouvons y apporter ensemble. La France en est partenaire depuis l'origine.

L'engagement du Président Macky Sall en faveur de la paix et de la coopération continentale, qui se traduit aujourd'hui par sa présidence de l'Union africaine, a fait de ce Forum un événement incontournable pour l'ensemble des acteurs engagés pour la stabilité et la prospérité de l'Afrique. Je salue également l'action en ce sens de Madame Aïssata Tall Sall, Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur. Comme vous le savez, la France est pleinement engagée en ce sens, particulièrement dans un contexte où l'Afrique affronte des crises et des chocs exogènes. C'est donc un honneur de la représenter à cette 8ème édition du Forum de Dakar.

Face aux crises et défis, le continent africain a montré toute sa résilience. Il montre surtout sa détermination à renforcer ses capacités et sa souveraineté, pour affronter ces défis à court et long terme. L'Europe agit à ses côtés pour cela. Le partenariat euro-africain doit être un partenariat entre deux souverainetés, qui se renforceront mutuellement dans de nombreux domaines, où nous sommes interdépendants. Ce doit aussi être une alliance au service de la paix et de la coopération internationale.

Ce partenariat est particulièrement crucial dans un contexte où l'agression russe contre l'Ukraine appelle à un regain de coopération multilatérale, tant pour défendre le droit international que pour faire face aux graves impacts socio-économiques mondiaux de cette guerre.

Bien sûr, nous coopérons dans le domaine sécuritaire. En Afrique de l'Ouest et au Sahel, la France reste pleinement engagée pour soutenir les pays qui le souhaitent dans leur lutte contre le terrorisme. La France est notamment fière de soutenir l'Académie Internationale de lutte contre le terrorisme, projet qu'elle porte avec la Côte d'Ivoire et que soutiennent de nombreux partenaires des deux continents. Cette académie forme les futurs acteurs africains de la sécurité du continent, déjà issus de plus de 25 pays.

Nous sommes en effet convaincus qu'il n'y a pas de développement sans sécurité. Mais nous savons aussi que la meilleure politique de sécurité de long terme, c'est le développement. Ces deux politiques sont intimement liées. C'est pour cela que la France et l'Europe agissent avec l'Afrique sur tout le spectre allant de la sécurité à la santé, en passant par l'environnement, l'agriculture mais aussi l'éducation et la culture.

La sécurité, c'est aussi la sécurité sanitaire. Les pays africains ont su développer des stratégies de réponse à la pandémie de Covid-19 et des mécanismes de coordination régionale innovants. La France s'est engagée

dès 2020 à soutenir les stratégies africaines de réponse à la pandémie, et le renforcement de la souveraineté sanitaire de l'Afrique. L'Institut Pasteur de Dakar a ainsi lancé la construction d'un centre de production de vaccins avec le soutien direct de la France en juillet 2021. Elle a également porté, avec ses partenaires européens, une solidarité mondiale inédite dans le cadre de l'initiative COVAX.

La sécurité, c'est également la sécurité alimentaire. L'agression russe en Ukraine menace gravement celle du continent africain. C'est pour y répondre que la France porte l'initiative Food and Agriculture Resilience Mission (FARM), en lien avec ses partenaires européens, les pays membres du G7 et l'Union Africaine, qui vise à la fois à renforcer la sécurité alimentaire immédiate des pays les plus vulnérables et à promouvoir à plus long terme la production agricole locale et durable.

La sécurité, c'est enfin la sécurité environnementale et énergétique. La France est pleinement engagée, politiquement et financièrement, pour soutenir l'adaptation des pays africains au changement climatique. Sur le plan énergétique, la France et ses partenaires du G7 soutiennent les partenariats pour la transition énergétique juste (JETP) qui visent à accompagner plusieurs pays, dont des pays africains, dans le développement des énergies renouvelables au service de la croissance, du climat et de l'accès à l'énergie. L'Afrique du sud en bénéficie déjà, et d'autres suivront.

L'Europe est fière d'être le premier partenaire de l'Afrique, et à l'écoute de ses priorités. Ce partenariat euro-africain affirmé lors du dernier sommet UE-UA accorde une place centrale à la jeunesse africaine, et à la construction d'un monde de paix, de sécurité et d'opportunités pour elle.

Le Forum de Dakar nous permettra d'aborder ces différents enjeux et de dégager, ensemble, des solutions communes à ces défis communs.



**Chrysoula ZACHAROPOULOU**

*Secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères chargée du Développement de la Francophonie et des Partenariats internationaux*



## ÉDITO

Permettez-moi, avant tout, d'exprimer toute la gratitude du Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité à Madame le Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, Maître d'œuvre du Forum, pour la confiance renouvelée placée en nous pour animer, pour la sixième année consécutive, la commission scientifique du Forum International de Dakar sur la paix et la Sécurité en Afrique, ce grand rendez-vous politique, diplomatique et scientifique, devenu incontournable dans la quête de solutions viables pour la stabilité et le développement en Afrique.

Haut lieu d'échanges et de dialogue entre décideurs politiques, experts civils et militaires, universitaires, chercheurs, et divers acteurs de la société civile, le Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique se distingue, d'année en année, par la diversité, le pragmatisme et la pertinence de ses thématiques ancrées dans le vécu des africains, autour du triptyque paix-sécurité-développement.

L'édition 2022, qui se tient quelques mois seulement après celle de l'année dernière consacrée à la crise sanitaire mondiale, n'a pas dérogé à cette exigence, au regard du thème retenu : « **L'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes : défis de stabilité et de souverainetés** ».

Choix ne pouvait être plus approprié, dans un contexte géopolitique mondial et sous régional complexe, dominé à la fois par les stigmates encore virulents de la pandémie à COVID 19, l'activisme débordant des groupes terroristes au Sahel, en Afrique de l'Est et du Centre, mais aussi et surtout par la montée de graves périls sécuritaires et économiques induits par le conflit russo-ukrainien en cours.

C'est à l'aune de ces défis multiformes que la commission scientifique a jugé utile de marquer un temps d'arrêt introspectif sur la posture permanente de stress sécuritaire, politique et économique que vit le continent africain, au gré des soubresauts de la globalisation des échanges. Car, faut-il le souligner, la survenance récurrente des chocs exogènes contribue à assujettir des millions d'africains aux aléas de la mondialisation, nourrit grassement l'instabilité et la pauvreté dans les villes et campagnes africaines, amplifie les tensions politiques

et socioéconomiques à l'intérieur des États, tout en accentuant, de crise en crise, la marginalisation de l'Afrique dans la gouvernance politique et économique mondiale.

Cette situation appelle des choix cruciaux ; elle interpelle, surtout, la capacité des États africains à inventer, par et pour eux-mêmes, les nouvelles modalités de leur « être au monde ». Comment soustraire durablement l'Afrique aux cycles récurrents de fragilité sécuritaire et économique ? Quelles dynamiques promouvoir à l'échelle nationale et continentale pour asseoir une résilience portée par de réelles souverainetés dans les domaines vitaux de l'alimentation, l'énergie, la santé, et la sécurité, pour ne citer que ceux-là ? C'est autour de ces questions centrales que la commission scientifique entend structurer les débats du Forum.

Comme par le passé, fidèle à sa tradition d'ouverture et de dialogue, nul doute que cette huitième édition du Forum International de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, illuminera de nouveaux espaces à conquérir, des ruptures urgentes à impulser, et des batailles décisives à gagner, pour baliser la voie à un avenir de stabilité, de paix et de prospérité sur le continent.

Je vous souhaite une chaleureuse bienvenue et de riches moments d'échanges.



**Général de brigade  
Mbaye Cissé**

*Directeur général du Centre des Hautes Études  
de Défense et de Sécurité*



## CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS

**La 8<sup>e</sup> édition du Forum International de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique se tiendra les 24 et 25 octobre 2022 quelques mois après celle de 2021 largement consacrée aux impacts multiformes de la pandémie à Covid 19 sur le continent.**

Comme par prémonition, les conclusions majeures du Forum de 2021 ont validé l'appel à la mobilisation générale des États africains lancé alors par le Président de la République du Sénégal S.E.M Macky SALL, tant les événements mondiaux en cours annonçaient un nouveau cycle de bouleversements géopolitiques lourd de menaces et d'incertitudes.

Pour preuve, alors que les économies africaines portent encore les stigmates de la pandémie, malgré les efforts monumentaux de relance déployés, la crise russo-ukrainienne est venue hypothéquer les espoirs des États africains de reprendre en main leurs économies durement éprouvées. En effet, si la gestion du choc sanitaire mondial de la COVID renvoie l'image d'un continent privé de vaccins, touché de plein fouet par le rétrécissement des flux commerciaux internationaux, la guerre en Europe révèle une autre vulnérabilité inquiétante pour l'Afrique : son absence totale d'autonomie dans plusieurs domaines cruciaux, singulièrement en matière énergétique et alimentaire en dépit de ses énormes potentialités.

Selon un rapport de la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le développement (CNUCED), pas moins de vingt-cinq (25) pays africains importent plus d'un tiers de leur blé de la Russie et de l'Ukraine. On estime que la région devra faire face à un déficit d'engrais compris entre 1,2 et 1,5 millions de tonnes, soit entre 10 et 20 millions de tonnes d'équivalent céréales. En moyenne, la région devrait connaître une baisse de 20 % de la production agricole en 2022 par rapport aux moyennes de 2017-2020.

Cette dépendance aux importations céréalières et aux fertilisants agricoles, conjuguée à la flambée du

baril de pétrole fait planer le risque d'une récession économique certaine dont les prémices se font déjà sentir par le renchérissement des prix de tous les produits. En effet, l'Indice FAO des prix des produits alimentaires a grimpé de 12,6 % en mars 2022 par rapport à février 2022 et a atteint son plus haut niveau depuis sa création en 1990.

Il s'y ajoute que la désorganisation des circuits économiques mondiaux et du transport, issue de cette crise, expose désormais les États africains à une dégradation croissante des conditions socioéconomiques de leurs populations et une montée fulgurante des tensions sociales.

Ce double traumatisme se déroule sur fond d'instabilité sécuritaire dans plusieurs régions du continent, encore en proie à l'extrémisme violent. Du Mali au Mozambique, en passant par le Golfe de Guinée, la Libye et la région des Grands lacs, l'arc de l'instabilité étale son lot de tueries massives, de violences communautaires, de populations déplacées, de victimes innombrables de la violence jihadiste. Les groupes extrémistes violents demeurent très actifs et parmi les conséquences notables de l'insécurité ainsi générée, on peut citer l'impact dramatique sur la sécurité alimentaire du fait des déplacements des populations, l'abandon des cultures, le vol de bétail, l'exploitation illégale des ressources naturelles qui plombent les efforts de stabilité des États en cours.

Face à cette situation complexe qui amplifie la marginalisation politique et économique du continent, il est impératif de s'interroger sur le devenir d'une Afrique perpétuellement livrée aux aléas d'une mondialisation dans laquelle elle brille par sa trop grande dépendance sécuritaire, alimentaire, énergétique, numérique, sanitaire, etc.

**Aujourd'hui,  
l'Afrique  
est à un  
tournant  
important  
de son  
évolution**



## CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS

Aujourd'hui, l'Afrique est à un tournant important de son évolution. Elle fait face à des chocs exogènes qui contrarient sensiblement les dynamiques endogènes et le besoin de solutions africaines face aux conflits communautaires, à l'extrémisme violent, aux trafics illicites, aux enjeux liés à la gouvernance démocratique et politique. Plus qu'hier, la paix et la sécurité restent donc un défi prépondérant en Afrique.

**... malgré tous ces défis, l'Afrique reste le continent des opportunités grâce à ses énormes potentialités**

**Son Excellence Monsieur Macky SALL**, Président en exercice de l'Union africaine disait déjà, en février 2022, que « l'urgence de paix et de sécurité nous rappelle notre responsabilité particulière dans la lutte contre le terrorisme, le règlement pacifique des différends entre

pays membres, et la prise en charge des situations de crises internes (...) Le bon sens commande de faire taire les armes et construire une culture de dialogue et de concertation dans le cadre des mécanismes africains de résolution des conflits ».

C'est pour prendre la pleine mesure des urgences de l'heure, que la huitième édition du Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique a choisi comme thématique générale : **« l'Afrique à l'épreuve des chocs exogènes : défis de stabilité et de souverainetés »**.

Ses travaux s'inscriront dans une perspective de conquête de nouvelles souverainetés, promotrices premières d'une Afrique stable, prospère et résiliente.

En effet, malgré tous ces défis, l'Afrique reste le continent des opportunités grâce à ses énormes potentialités : 30 millions de km<sup>2</sup> de superficie ainsi que 60% des terres arables non exploitées du monde et d'importantes réserves en eau et hydrocarbures; plus d'un milliard trois cents millions d'habitants et la population la plus jeune au monde ; un sous-sol regorgeant de richesses : 40% des réserves d'or ; 85 à 95% des réserves de métaux du groupe du chrome et du platine ; 85% de celles des phosphates ; plus de 50% des réserves de cobalt et un tiers des réserves de bauxite.

Assurément, exploiter tout ce potentiel et le mettre au service du développement du continent exige l'affirmation et le renforcement de souverainetés d'ordre économique, sécuritaire, politique, sanitaire, industrielle et écologique entre autres. Le lancement d'initiatives majeures comme la ZLECAf (zone de libre-échange continentale africaine) et l'ECO en matière économique et financière, l'Architecture africaine de Paix et de Sécurité (APSA), l'Africa CDC (Centre africain pour la prévention et le contrôle des maladies) ainsi que la riposte coordonnée contre la COVID - 19 constituent des jalons importants posés dans ce sens.

Toutefois, de telles initiatives, pour être efficaces et viables doivent rester au service des populations africaines éprises d'une nouvelle forme de souveraineté liée à la citoyenneté, à la culture, aux innovations numériques et technologiques ou encore à la mobilité.



## OBJECTIFS

La 8<sup>e</sup> édition du Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique vise à impulser une réflexion pragmatique pour promouvoir des solutions inclusives de renforcement de la stabilité, de la sécurité et des souverainetés en Afrique face aux chocs exogènes. Cette exigence passe par l'évaluation exhaustive des dynamiques de paix en général et des réponses de l'Afrique et de ses partenaires face à l'instabilité en particulier.

Dans ce cadre, l'accent sera d'abord mis sur la recherche de réponses aux enjeux de sécurité et de stabilité par une plus grande autonomie dans la mobilisation et le développement des capacités endogènes de maintien de la paix, notamment l'opérationnalisation de l'architecture de paix et de sécurité de l'UA ainsi que des approches efficaces pour lutter et/ou prévenir l'expansion de l'extrémisme violent. La consolidation des dynamiques de paix suppose également un nouveau regard sur les réponses des Communautés économiques régionales aux défis de stabilité.

Il s'agira ensuite, à la lumière des crises mondiales qui hypothèquent l'émergence économique du continent, d'évaluer et de proposer les voies et moyens de réaliser les objectifs de souveraineté dans les domaines vitaux que sont la sécurité, l'énergie, l'alimentation et le secteur numérique pour ne citer que ceux-là.

Naturellement, la place du secteur privé, des populations, en particulier celle des jeunes, acteurs de premier plan des changements nécessaires sera également explorée. Face à l'urgence, le Forum de Dakar plaidera pour des solutions de rupture susceptibles d'assurer la stabilité et d'asseoir durablement des souverainetés.

## PARTICIPANTS



Le 8<sup>e</sup> Forum International de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique ambitionne de regrouper environ **400 participants du monde entier** dont des décideurs civils et militaires, experts, et chercheurs provenant de tous les continents.



## ORGANISATION

**Le Forum de Dakar sera organisé par le Ministère des Affaires étrangères et des sénégalais de l'Extérieur (MAESE), avec l'appui de plusieurs pays et organisations partenaires du Sénégal.**

Le Comité national d'organisation, dirigé par le MAESE, maître d'œuvre, intègre les structures suivantes :

- **une Commission scientifique**, animée par le Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité (CHEDS) du Sénégal et intégrant, par cooptation, des membres et personnes ressources issues du milieu de la sécurité, des universités et de la diplomatie ;
- **une Commission d'organisation**, centrée sur les services du MAESE et s'appuyant sur un prestataire dénommé AVISA PARTNERS ;
- **une Commission de communication** s'appuyant sur un prestataire dénommé AVISA PARTNERS
- **une Commission de sécurité.**

Les activités scientifiques du Forum se dérouleront au Centre International de Conférence Abdou Diouf (CICAD) de Diamniadio, à une cinquantaine de kilomètres à l'Est de Dakar.

## FORMAT & PROGRAMME

Le programme, d'une durée de quatre demi-journées, inclut plusieurs activités scientifiques organisées en deux Blocs articulés chacun en une plénière et trois ateliers simultanés.

Le Panel d'ouverture sera consacré aux invités d'honneur de S.E.M Macky SALL pour porter la voix du continent africain et réaffirmer l'ambition légitime de l'Afrique de surmonter les crises globales et autres chocs exogènes qui impactent la stabilité, la sécurité et le développement du continent.

Le Forum de Dakar 2022 sera également ouvert au secteur privé, aux organismes d'étude et de recherche, au monde des arts et de la culture à travers l'organisation et l'animation de stands, d'expositions et autres side-events qui se dérouleront parallèlement aux activités scientifiques du Forum.



# Programme

Horaires	Séquences	LUNDI 24 OCTOBRE	CICAD
----------	-----------	------------------	-------

09H00 - 09H50	<i>Accueil et Installation</i>		
10H00 - 12H00	<b>SEGMENT DE HAUT NIVEAU</b> Cérémonie d'ouverture Panel des hautes autorités		
12H15 - 14H15	<i>Pause-déjeuner</i>		

## BLOC 1 : « DÉFIS DE STABILITÉ ET DYNAMIQUES DE PAIX »

14H30 - 15H30	<b>PLÉNIÈRE 1</b> <b>ATELIER 1</b>	Autonomisation stratégique du continent dans le domaine de la sécurité « Réformer le secteur de la sécurité en Afrique : quelles réponses aux défis capacitaires des Armées ? »	
15H45 - 17H45	<b>ATELIER 2</b> <b>ATELIER 3</b>	« Pour des solutions à l'expansion de l'extrémisme violent : entre approches collectives et réponses nationales » « Les réponses communautaires aux défis de stabilité »	

Horaires	Séquences	MARDI 25 OCTOBRE	CICAD
----------	-----------	------------------	-------

## BLOC 2 : « DÉFIS DE SOUVERAINETÉS »

08H30 - 08H50	<i>Accueil et Installation</i>		
09H00 - 10H00	<b>PLÉNIÈRE 2</b> <b>ATELIER 4</b>	Crises globales et consolidation des souverainetés en Afrique « Coopération entre l'Afrique et ses partenaires dans les domaines de la défense et de la sécurité »	
10H15 - 12H15	<b>ATELIER 5</b> <b>ATELIER 6</b>	« Place du Secteur privé dans la construction de nouvelles souverainetés en Afrique » « Jeunesse, Citoyenneté et Souveraineté : les défis de l'éducation et de la formation »	
12H30 - 14H30	<i>Pause-déjeuner</i>		
15H00 - 17H00	<b>CÉRÉMONIE DE CLÔTURE</b>	Synthèse des travaux et Discours de clôture Conférence de presse	



## INFORMATIONS PRATIQUES

### DÉPLACEMENT LORS DU FORUM DE DAKAR

Le Forum est un lieu d'échanges et de convivialité. Les personnalités sont invitées à prendre place à bord des moyens de transport collectifs.

Aucun appel dans les chambres n'étant effectué, nous vous remercions de respecter les horaires de départ des cars du lundi 24 octobre au soir au mardi 25 octobre au soir.

En cas d'absence lors des départs des cars, nous vous invitons à vous rendre par vos propres moyens au Centre International de Conférences de Diamniadio.

### BADGES

À la fois pour des raisons pratiques et de sécurité, le port du badge est obligatoire et doit être visible pendant toute la durée du Forum. Ces badges personnalisés comportent un certain nombre d'informations apparentes destinées à faciliter la mobilité des participants ainsi que les contrôles de sécurité.

Ils garantissent l'accès au Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD), ainsi qu'aux différentes salles. Les badges des participants seront donc régulièrement contrôlés.

En cas de perte de badge, un enrôlement sera effectué sur place. Merci de comprendre que, pour des raisons de sécurité, cette procédure sera longue.

### RESTAURATION

Du 24 au 25 octobre, le Forum prendra en charge la restauration des participants. En dehors de ces dates, les repas seront à la charge du participant.

### CENTRE DE CONFÉRENCES

Le Forum aura lieu au Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD).

Toutes les dispositions ont été prises pour répondre à vos besoins sur le site du CICAD :

- guichet d'accueil pour prendre en considération vos demandes
- traduction des discussions avec la mise à disposition de casques.

FORUM DE DAKAR 2022 - Dossier du participant

Merci de noter que chaque salle dispose de casques qui lui sont propres.

Vous devrez vous en munir à l'entrée de la salle et les déposer lors de votre sortie. Ils ne peuvent être employés dans une salle autre que celle qui leur est assignée.

### CENTRE DE PRESSE

Un Centre presse est organisé. Équipé de connexions wifi, il accueillera les journalistes accrédités.

### SANTÉ

Les voyageurs sont autorisés à entrer au Sénégal sur présentation d'un passe sanitaire dûment délivré par les services compétents. Le passe sanitaire devra attester que les passagers ont reçu les doses requises de vaccin au moins quatorze (14) jours avant la date du voyage. Seuls les vaccins homologués par l'Organisation Mondiale de la Santé sont acceptés (PfizerBioNTech, Astrazeneca-SK Bio, Serum Institute of India, Astra Zenaca (UE), Janssen, Moderna, Sinopharm, Sinovac).

Pour tout voyageur sans passe sanitaire, la présentation d'un test RT-PCR COVID-19 négatif datant de moins de 72 heures est requise.

Le Sénégal dispose de moyens sanitaires complets (SOS Médecins, etc.).

### DEVISE ET CHANGE

Le Sénégal fait partie de la zone de la communauté financière africaine (CFA). Le franc CFA est garanti en euros par le Trésor français, mais n'est pas convertible en dehors du territoire des pays africains membres de la zone franc. Le franc CFA a une parité fixe avec l'euro (1 000 FCFA = 1,524 euros, 1 euro = 65,957 FCFA). Il est possible de retirer de l'argent dans les banques et dans des distributeurs avec un chéquier ou une carte bleue.





**Cérémonie d'ouverture**



**Panel des Chefs d'État**

## BLOC 1

# Défis de stabilité et dynamiques de Paix



**Plénière 1**

**Autonomisation stratégique du continent  
dans le domaine de la sécurité**



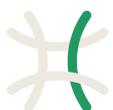
**Atelier 1**

**Réformer le secteur de la sécurité en Afrique :  
quelles réponses aux défis capacitaires des Armées ?**



**Atelier 2**

**Quelles solutions face à l'expansion  
de l'extrémisme violent : entre approches  
collectives et réponses nationales**



**Atelier 3**

**Les réponses communautaires aux défis de stabilité**



## B1 - DÉFIS DE STABILITÉ ET DYNAMIQUES DE PAIX



### Plénière 1

## Autonomisation stratégique du continent dans le domaine de la sécurité

### CONTEXTE

Le continent africain fait face, depuis plusieurs années, à des défis multidimensionnels parmi lesquels figure l'extrémisme violent, devenu le principal enjeu de sécurité avec son lot de victimes civiles et son impact sur le développement des pays touchés. Deux facteurs influent négativement sur cette situation : D'une part, la pandémie de COVID 19 qui a entraîné une des pires récessions économiques sur le continent depuis un demi-siècle, d'autre part, la crise russo-ukrainienne, dont l'effet amplificateur sur les difficultés du continent complique le relèvement des pays touchés. Les réponses multinationales apportées jusque-là à la crise sécuritaire semblent atteindre leurs limites. Le retrait de l'Opération Barkhane du Mali, les critiques récurrentes et multiformes relatives à l'efficacité des missions onusiennes, notamment la MINUSMA et la MINUSCO, poussent à recentrer la réflexion sur la promotion de solutions endogènes.

La sécurité sur le continent interpelle surtout les États africains eux-mêmes dans leur capacité à assurer non seulement la protection physique des personnes et des biens mais aussi une certaine autonomie vis-à-vis des partenaires externes.

Les chocs exogènes de ces dernières années ont mis en lumière la vulnérabilité des États africains et leur dépendance. L'autonomisation stratégique du continent pourrait impliquer la mise en place d'une stratégie globale de sécurité collective et la mise en œuvre, au niveau national, de réformes structurelles importantes dans le secteur de la sécurité visant à renforcer la liberté d'action des États et les capacités de tous les acteurs.

### OBJECTIFS



Proposer des solutions réalistes visant à promouvoir, à court et moyen termes, l'autonomie stratégique de l'Union africaine et des organisations régionales du continent dans le domaine de la sécurité.

### POINTS À TRAITER

1. Quelles orientations stratégiques pour les États, l'UA et les CERs pour promouvoir l'autonomie du continent dans le domaine de la sécurité ?
2. Quelles perspectives de financement pour les opérations de paix de l'UA et des CERs ?
3. Quelle approche inclusive pour infléchir l'expansion actuelle de l'extrémisme violent en Afrique subsaharienne ?
4. Quelle place pour les partenaires internationaux dans le renforcement et la promotion de la stabilité en Afrique ?



## B1 - DÉFIS DE STABILITÉ ET DYNAMIQUES DE PAIX



### Atelier 1

## Réformer le secteur de la sécurité en Afrique : quelles réponses aux défis capacitaires des Armées ?

### MODÉRATEUR

**Ahmedou OULD-ABDALLAH**

*Président du think tank Centre4s,  
ancien ministre et diplomate  
mauritanien et haut fonctionnaire  
des Nations unies*

### INTERVENANTS

**Jocelyne NAHIMANA**

*Experte Réforme du Secteur  
de la Sécurité (RSS) à l'Union africaine*

**Aly BADARA BASSANTE**

*Général, Commandant les unités  
spécialisées de la gendarmerie  
nationale de la République de  
Côte d'Ivoire*

**Philippe BOUTINAUD**

*Général (2), Conseiller Sécurité  
et Stratégie du Directeur du DCAF*

**Niagalé BAGAYOKO**

*Docteure, Présidente de  
l'African Security Sector Network (ASSN)*

**Emanuela Claudia DEL RE**

*Représentante spéciale de l'UE  
pour le Sahel (RSUE)*

### DISCUTANT

**Hervé TEMPOREL**

*Général (2S), Conseiller  
Défense - Expertise France (EF)*



## **Réformer le secteur de la sécurité en Afrique : quelles réponses aux défis capacitaires des Armées ?**

### CONTEXTE

L'Afrique est confrontée à un éventail changeant de menaces et risques qui marquent le quotidien des États depuis les années 1960. Aux guerres de libération nationale ont succédé les conflits intra étatiques dans les années 1990. Tout aussi meurtrière, la vague djihadiste de ce début du 21<sup>e</sup> siècle progresse dans un contexte où les États se trouvent fortement affaiblis par l'impact économique de crises exogènes et de faiblesses endogènes comme la pauvreté, le poids de la dette et un corps social fracturé. La sécurité étant un pilier important de la stabilité, le renforcement des capacités de ses acteurs reste un volet essentiel de tout processus de réforme du secteur de la sécurité sur le continent. Actuellement, dans plusieurs pays africains, l'usage disproportionné de la force, les irruptions répétées dans la vie politique en vue de confisquer le pouvoir, la mauvaise gouvernance sécuritaire, les lacunes graves dans la prévention et la lutte contre l'insécurité contribuent à faire des forces de défense et de sécurité des facteurs d'insécurité et d'instabilité. Partant du postulat que la sécurité est une des conditions majeures du développement, la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) a pour ambition de corriger ces dysfonctionnements afin de remettre les systèmes de sécurité en capacité d'assurer en toutes circonstances, leurs missions régaliennes, c'est-à-dire la souveraineté de l'État et la protection des personnes et de leurs biens.

Les conflits contemporains sur le continent ont beaucoup évolué et sont devenus, aujourd'hui, transfrontaliers et nomades. Par opportunisme, plusieurs parties prenantes non étatiques à

ces conflits, notamment des groupes armés, s'autonomisent à la fois par rapport à leurs leaders politico-militaires et même parfois aux causes originelles pour lesquelles elles ont pris les armes ; ces groupes armés mettent tout en œuvre pour étendre et consolider leurs actions au-delà des frontières des États, pour créant ainsi de vastes espaces de non droit dans des zones où la gouvernance de l'État est structurellement déficiente. Cette évolution négative de la situation sécuritaire générale et les réponses que tentent actuellement de lui apporter les États ont mis en lumière des déficits capacitaires majeurs des acteurs étatiques de la sécurité, notamment les armées nationales et appellent une nouvelle approche plus collective. Les pays les plus touchés ont besoin notamment d'engager une réforme de leur secteur de la sécurité dans le cadre d'une coopération internationale renforcée pouvant permettre d'apporter une réponse collective à des problèmes de sécurité nationale ayant pris une envergure régionale.

Dans cette perspective, une attention particulière devra être accordée à la recherche de solutions efficaces aux défis capacitaires des armées nationales qui restent les piliers de toute réponse sécuritaire d'urgence aux crises. Il s'agira notamment de résoudre durablement l'équation complexe de la réorganisation, de la modernisation, de l'armement, l'équipement, la formation et l'entraînement des armées nationales et surtout leur réorientation prioritaire vers les activités opérationnelles de sécurité qui constituent leur cœur de métier.

### **OBJECTIFS**



**Proposer des réponses réalistes aux défis capacitaires actuels des armées nationales africaines, dans le cadre d'une réforme du secteur de la sécurité.**



## B1 - DÉFIS DE STABILITÉ ET DYNAMIQUES DE PAIX

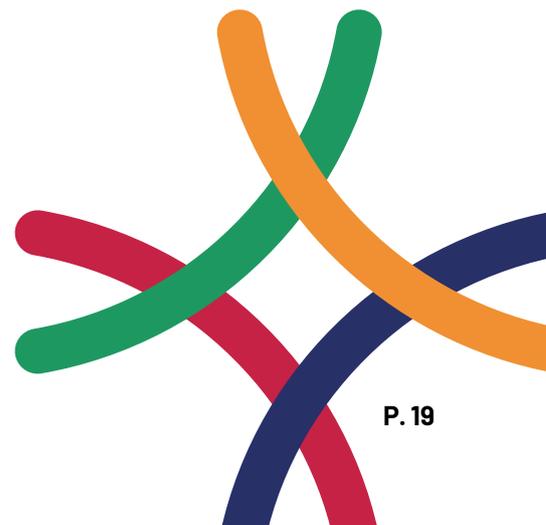


### Atelier 1

## Réformer le secteur de la sécurité en Afrique : quelles réponses aux défis capacitaires des Armées ?

### POINTS À TRAITER

1. Quels sont les principaux défis capacitaires majeurs actuels des armées africaines face à une insécurité mutante menaçant directement la stabilité de plusieurs États ?
2. Quel modèle de forces de défense et de sécurité pour faire face aux multiples défis sécuritaires ?
3. Quelles approches nationale et internationale pour des réponses appropriées durables aux déficits de capacité identifiés au niveau des armées nationales ?
4. Quelles réponses durables aux difficultés récurrentes de financement des processus de RSS en Afrique ?





## B1 - DÉFIS DE STABILITÉ ET DYNAMIQUES DE PAIX



### Atelier 2

## Quelles solutions face à l'expansion de l'extrémisme violent : entre approches collectives et réponses nationales

### MODÉRATEUR

**Tiébilé DRAME**

*Ancien ministre des  
Affaires étrangères et de la  
Coopération internationale du Mali*

### INTERVENANTS

**Abdourahmane DIENG**

*Colonel, Chef de la Division Sécurité  
régionale de la Commission de la  
CEDEAO*

**Sayoko UESU**

*Chercheuse Associée,  
National Graduate Institute for Policy  
Studies (GRIPS)*

**Lori-Anne THÉROUX-BÉNONI**

*Directrice régionale pour l'Afrique de  
l'Ouest, le Sahel et le Bassin du Lac  
Tchad, Institut d'Études de Sécurité (ISS)*

**Mohamed**

**ZNAGUI OULD SID'AHMED ELY**

*Général, Expert Défense  
et Sécurité du G5 Sahel*

### DISCUTANTS

**Amadou TIDIANE CISSE**

*Lieutenant-colonel, Chef du Bureau de  
la Sécurité et de la Coordination de la  
Lutte contre la Fraude du Sénégal*

**Mathurin C. HOUNGNIKPO**

*Professeur, Expert en Stratégie,  
en Réforme du secteur de la Sécurité  
et en Gouvernance démocratique*



## B1 - DÉFIS DE STABILITÉ ET DYNAMIQUES DE PAIX



### Atelier 2

## Quelles solutions face à l'expansion de l'extrémisme violent : entre approches collectives et réponses nationales

### CONTEXTE

Depuis plusieurs années, une violence protéiforme s'est installée dans plusieurs parties du continent, entravant ainsi des perspectives de développement initialement prometteuses. L'exacerbation des menaces, la résurgence de conflits intercommunautaires, la montée de l'extrémisme violent et de la criminalité transnationale organisée qui s'y attache, continuent de déstabiliser l'Afrique. Pour endiguer l'expansion de l'extrémisme violent, plusieurs solutions ont été mises en œuvre notamment dans les domaines de la sécurité et du développement. Mais le constat reste quasi invariable : ces violences, basées souvent sur l'exploitation des frustrations des populations locales et alimentées par un discours récurrent sur la marginalisation réelle ou supposée de certaines communautés, persistent, se développent et même s'étendent géographiquement.

Les modes d'action actuels des groupes extrémistes violents et leurs capacités

d'adaptation et de coordination locale, nationale et internationale, doivent amener les États et tous les autres acteurs publics de la sécurité à privilégier la combinaison d'approches nationales inclusives et d'approches collectives s'appuyant sur des organisations ad-hoc, les CERs et l'Union africaine. Dans cette perspective, les questions prioritaires à prendre en charge sont, d'une part, la sortie du « tout sécuritaire » et la participation active ou passive à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent de l'ensemble des acteurs nationaux, d'autre part, l'identification de canaux d'échange d'informations opérationnelles entre les acteurs notamment au niveau des zones frontalières et la réalisation de conditions de coopération entre les États, mais aussi les organisations. Cette implication de tous les acteurs nationaux est une urgence absolue. Enfin, un engagement plus affirmé des pays africains dans leur coopération avec les partenaires extérieurs et la mise en commun de leurs capacités méritent une plus grande attention.

### OBJECTIFS



Proposer des réponses réalistes au défi actuel de l'expansion tendancielle de l'extrémisme violent sur le continent, dans le cadre d'approches nationales et d'actions collectives sous l'égide de l'UA, des CERs ou de structures de coopération sécuritaires ad hoc.

### POINTS À TRAITER

1. Quelles solutions pour disposer de systèmes nationaux de sécurité capables de contrecarrer l'expansion de l'extrémisme violent ?
2. Comment renforcer la coopération dans la lutte contre l'extrémisme violent entre les États aux niveaux sous régional et régional ?
3. Quelle approche nationale inclusive pour une prise en charge efficace du caractère multidimensionnel de l'extrémisme violent ?
4. Quelle place pour les partenaires internationaux dans la lutte contre l'expansion de l'extrémisme violent ?



## Les réponses communautaires aux défis de stabilité

### MODÉRATEUR

**Mahamadou ABOU TARKA**

*Général (2S), Président de la Haute autorité de Consolidation de la Paix (HACP) du Niger*

### INTERVENANTS

**Boubacar BA**

*Chercheur, Centre d'analyse sur la Gouvernance et la Sécurité au Sahel, Bamako-Mali*

**Bakary SAMBE**

*Directeur régional, Timbuktu Institute-African Center for Peace Studies*

**Cyrille Serge ATONFACK GUEMO**

*Capitaine de vaisseau, Chef de la Division Communication du ministère de la Défense du Cameroun*

**Fatima AKILOU**

*Présidente de la Fondation Neem Nigeria*

### DISCUTANTE

**Katja AHLFORS**

*Directrice du Centre de médiation pour la paix du ministère des Affaires étrangères de Finlande*



## B1 - DÉFIS DE STABILITÉ ET DYNAMIQUES DE PAIX



### Atelier 3

## Les réponses communautaires aux défis de stabilité

### CONTEXTE

Les crises d'Ebola et de COVID 19 ont mis en évidence la faiblesse des dispositifs sanitaires institutionnels en Afrique et affecté la stabilité interne de plusieurs États. De nombreux autres facteurs politiques, économiques et sociaux continuent de fragiliser le continent et amènent plusieurs États à délaisser et marginaliser des régions périphériques, notamment les zones frontalières. Dans la majorité des pays, une population de plus en plus jeune revendique davantage d'intégration sociale, d'emplois et d'opportunités. Enfin, en plusieurs endroits, le mode de gouvernance politique et d'exploitation des ressources naturelles publiques a entraîné la mise en place progressive de situations de rente, accentuant ainsi la rupture de confiance entre gouvernants et gouvernés. Il s'y ajoute la persistance, voire l'élargissement tendancielle de l'extrémisme violent, une résurgence des changements politiques non constitutionnels et des mouvements migratoires intra africains souvent perçus comme une source de conflits et alimentant des luttes fréquentes pour la possession de terres, des ressources ou des emplois.

Le développement durable et inclusif constitue le moyen le plus efficace de répondre aux causes profondes de l'instabilité. En effet, pour prévenir les conflits et bâtir des communautés et des sociétés résilientes, il est essentiel de lutter contre la pauvreté et les inégalités, de renforcer les institutions publiques et la société civile et de promouvoir les droits humains, des objectifs qui figurent en bonne place dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Dans cet effort indispensable pour la réalisation ou le renforcement des conditions d'une stabilité durable sur le continent, les communautés ont un rôle crucial à jouer notamment dans le développement de la confiance mutuelle entre les différentes composantes de la population et surtout dans la prévention et la résolution des conflits en cours ou latents. Il importe donc de replacer les communautés au cœur de la recherche de solutions, de promouvoir et de réhabiliter les vertus du dialogue intercommunautaire, en tant qu'outil irremplaçable dans la gestion des conflits en Afrique.

### OBJECTIFS



Identifier les défis majeurs actuels de stabilité du continent et proposer des réponses communautaires réalistes pouvant leur être apportées, en complément des efforts des États.

### POINTS À TRAITER

1. **Quels rôles des communautés dans le renforcement de l'unité nationale et la promotion du vivre ensemble en Afrique ?**
2. **Quelles réponses communautaires face aux conflits sociaux récurrents notamment entre sédentaires et nomades, autochtones et allogènes ?**
3. **Quelles approches communautaires et intercommunautaires pour améliorer la prévention et la lutte contre l'insécurité notamment dans les zones frontalières ?**



# **BLOC 2** Défis de souverainetés



## **Plénière 2**

**Crises globales et souverainetés en Afrique**



## **Atelier 4**

**Coopération entre l'Afrique et ses partenaires dans les domaines de la défense et de la sécurité**



## **Atelier 5**

**Place du Secteur privé dans la construction de nouvelles souverainetés (énergétique, alimentaire, numérique, etc.) en Afrique**



## **Atelier 6**

**Jeunesse, citoyenneté et souveraineté : les défis de l'éducation et de la formation**



## Crises globales et souverainetés en Afrique

### Plénière 2

#### CONTEXTE

Depuis plusieurs décennies, de nombreux pays africains sont confrontés à des crises cycliques dans les domaines politique, économique et social. Cette situation est accentuée, d'année en année, par l'absence de réponses durables pour développer la résilience des États et des populations face aux impacts multiformes des crises globales qui secouent le monde.

En effet, l'Afrique semble abonnée aux contrecoups des convulsions mondiales. Lourdemment impactée, depuis les longues périodes de sécheresse des années 70, en passant par la fin des accords de Bretton Woods, le continent a traversé moult crises dont les plus connues sont la crise pétrolière mondiale de 1973, le séisme économique et financier de 2008, sans oublier la crise sanitaire mondiale de 2019 dont les stigmates sont encore vivaces. La crise russo-ukrainienne est venue sonner le tocsin dans plusieurs pays africains, par l'ampleur de ses conséquences surtout dans le domaine énergétique et alimentaire. Cette situation d'éternelle dépendance aux soubresauts de la globalisation pose en filigrane l'impérieuse nécessité de construire de nouvelles souverainetés susceptibles d'impulser un développement socio-économique durable.

Comment positionner le continent africain comme acteur économique majeur de la mondialisation ?

Car, en dépit des ressources naturelles dont regorge le continent, la quasi-absence d'autonomie des pays africains dans des domaines cruciaux comme l'énergie, l'alimentation et la santé reste une source permanente d'inquiétude et de tensions sociales génératrices d'instabilité. Si au cours de leur histoire, les systèmes africains ont parfois affiché leur résilience face aux crises, aux conflits et autres pandémies (Sida, fièvre jaune, Covid 19...), l'heure est venue de tirer les leçons issues des deux derniers chocs mondiaux que sont la Covid 19 et la guerre russo-ukrainienne pour bâtir enfin de réelles souverainetés, et soustraire l'Afrique aux aléas d'une longue nuit de dépendance.

Cet impératif est d'autant plus prégnant que le continent doit, de manière concomitante, relever ses défis sécuritaires en repensant les fondements de sa coopération en matière de sécurité et de défense avec ses partenaires. Cette refondation devra également se faire avec l'atout majeur du continent que représente la jeunesse de sa population, levier incontournable dans la conquête de nouvelles souverainetés.

#### OBJECTIFS



Face aux nouveaux enjeux géopolitiques mondiaux, il s'agit de savoir comment les systèmes africains pourront développer de nouveaux modèles de souveraineté politique, économique, sécuritaire, alimentaire, sanitaire et énergétique, capables de s'adapter et d'absorber durablement les chocs exogènes.

#### POINTS À TRAITER

1. Quels dispositifs mettre en place pour assurer la souveraineté sanitaire, énergétique et alimentaire ?
2. Quels rôle et place de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) dans l'intégration communautaire de l'UA ?
3. Comment établir des partenariats entre le public et le privé à même d'assurer et de consolider l'industrie sanitaire, énergétique, alimentaire et militaire africaine ?
4. Comment repenser et harmoniser les engagements de coopération avec des partenaires internationaux pour une Afrique souveraine et autonome notamment en matière de défense et de sécurité ?



## **Coopération entre l'Afrique et ses partenaires dans les domaines de la défense et de la sécurité**

### **Atelier 4**

#### **MODÉRATEUR**

**Abdoulaye FALL**

*Général (2), ancien Chef  
d'état-major général des  
Armées du Sénégal*

#### **INTERVENANTS**

**Oswald PADONOU**

*Chef de Bureau et Coordonnateur  
résident au Mali du DCAF*

**Auguste DENISE BARRY**

*Colonel (2S), Chercheur et enseignant,  
ancien ministre de la Sécurité intérieure  
du Burkina Faso*

**Paul-Simon HANDY**

*Directeur Afrique de l'Est et  
Représentant de l'Institut d'Etudes de  
Sécurité (ISS) auprès de l'Union africaine*

**Bernard QUINTIN**

*Directeur Général adjoint pour  
l'Afrique du Service Européen  
pour l'Action Extérieure (SEAE)*

#### **DISCUTANTE**

**Amandine GNANGUENON**

*Chercheuse associée, Université  
des Nations Unies - Institut d'études  
Comparatives d'Intégration  
régionale (UNU-CRIS)*



## B2 - DÉFIS DE SOUVERAINETÉS



### Atelier 4

## Coopération entre l'Afrique et ses partenaires dans les domaines de la défense et de la sécurité

### CONTEXTE

La coopération en matière de défense-sécurité entre l'Afrique et ses partenaires extérieurs reste encore tributaire des accords conclus avec les anciennes puissances coloniales dans un contexte de décolonisation, malgré son élargissement à de nouveaux acteurs, depuis la fin des années 90. Articulée initialement autour du concept d'assistance technique bilatérale, la coopération défense-sécurité a connu plusieurs évolutions à la faveur des bouleversements géopolitiques qui ont traversé le continent. Ainsi, à titre d'exemple, l'interventionnisme des années post indépendance (Tchad, RCA, RDC ex-Zaïre) a laissé progressivement la place à un modèle de coopération visant à s'adapter aux exigences des pays africains dans leur quête d'un partenariat plus diversifié et conforme aux multiples besoins de leurs outils sécuritaires (formation, entraînement, équipement, etc.).

Toutefois, ce nouvel élan de coopération semble traverser, à son tour, un cycle turbulences aussi bien sur le plan bilatéral que multilatéral. En effet, la dégradation de la situation sécuritaire notée ces deux dernières décennies (RDC, Mali, Centrafrique, Bassin du Lac Tchad, Ethiopie etc.) et l'impossibilité de la plupart des États concernés d'y apporter des réponses efficaces, nonobstant l'intervention parfois directe des partenaires extérieurs, ont mis en évidence la nécessité de repenser les termes de cette coopération sécuritaire

À l'analyse, la coopération traditionnelle semble essoufflée, accusée qu'elle est d'inefficacité face aux nouveaux défis émergents, singulièrement le terrorisme. De nos jours, elle fait l'objet d'une crise aiguë, au regard de la perception négative grandissante des opinions publiques africaines, exaspérées par l'absence de résultats tangibles face aux groupes terroristes. Les péripéties du retrait de l'Opération Barkhane du Mali et les récentes manifestations hostiles vis-à-vis des troupes onusiennes en RDC et au Mali sont autant de signes d'une crise profonde de la coopération sécuritaire bilatérale et multilatérale entre l'Afrique et ses partenaires. Cette situation, qui se déroule sur fond de rivalités géopolitiques entre États (France, Russie, Chine, Turquie) et d'apparition de nouveaux acteurs dont des sociétés militaires privées, ouvre une nouvelle ère de redéfinition des enjeux de la coopération entre l'Afrique et les partenaires extérieurs.

Pourtant, cette coopération sécuritaire s'impose naturellement, à l'heure où le terrorisme, les changements climatiques, la criminalité internationale organisée font peser des risques réels sur les sociétés et les économies à l'échelle mondiale. Ces mégatendances qui constituent des sujets d'intérêt mutuel pour tous les États, les contraignent à l'entraide et la solidarité pour asseoir une gouvernance sécuritaire mondiale.

### OBJECTIFS



Tirant le bilan de la coopération bilatérale et multilatérale dans le domaine sécuritaire, il s'agit d'explorer les voies et moyens d'impulser, sur de nouvelles bases, une coopération mutuellement bénéfique entre l'Afrique et les partenaires extérieurs.



## B2 - DÉFIS DE SOUVERAINETÉS

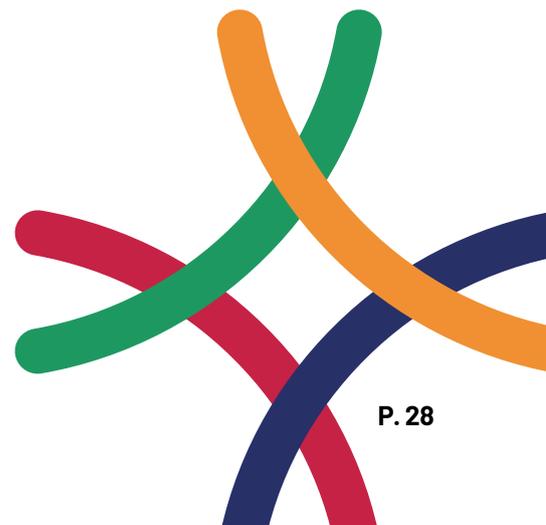


### Coopération entre l'Afrique et ses partenaires dans les domaines de la défense et de la sécurité

#### Atelier 4

#### POINTS À TRAITER

1. Quelles sont les entraves à une coopération de défense et de sécurité entre l'Afrique et ses partenaires extérieurs ?
2. Quelles nouvelles bases instaurer entre Etats pour une coopération sécuritaire efficace ?
3. Quel type de coopération (bilatérale, multilatérale, privée) promouvoir dans la lutte contre l'extrémisme violent ?
4. Quelles mesures envisager pour mieux adapter les missions onusiennes de maintien de la paix aux impératifs sécuritaires des pays d'accueil ?





## **Place du Secteur privé dans la construction de nouvelles souverainetés (énergétique, alimentaire, numérique, etc.) en Afrique**

### **Atelier 5**

#### **MODÉRATEUR**

**Kabiné KOMARA**

*Ancien Premier ministre de la République de Guinée, Consultant international*

#### **INTERVENANTS**

**Mor TALLA KANE**

*Directeur exécutif, Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal*

**Candide BAMEZON-LEGUEDE**

*Présidente régionale, Fédération des femmes entrepreneures et femmes d'affaires de l'Afrique occidentale*

**Evelyne TALL**

*Fondatrice et Présidente de E. & Partners, Experte Banques et Finances*

**Bachir ISMAËL OUEDRAOGO**

*Ancien ministre de l'Énergie du Burkina Faso, Économiste*

#### **DISCUTANT**

**Franck KIE**

*Président & Fondateur du Cyber Africa Forum et de CIBEROBS*



## B2 - DÉFIS DE SOUVERAINETÉS



### Atelier 5

## Place du Secteur privé dans la construction de nouvelles souverainetés (énergétique, alimentaire, numérique, etc.) en Afrique

### CONTEXTE

Le développement de la mondialisation a accentué les phénomènes d'interdépendance ces dernières décennies. L'internationalisation des chaînes de valeur a abouti à une plus grande complémentarité des acteurs économiques et à une réduction des niveaux d'autonomie stratégique des acteurs centraux que sont les États.

Ainsi, la souveraineté des États, qui au plan interne se traduit par l'aptitude à régir efficacement et entièrement les activités des individus présents sur son territoire, est remise en cause sur le plan externe par divers bouleversements qui interpellent, à la fois, sa dimension théorique, son rapport à la résilience et le principe d'horizontalité des relations internationales.

Les pays africains ont connu des destinées diverses depuis la vague des indépendances des années 1960. Les derniers chocs internationaux (crise des subprimes, Coronavirus, conflit russo-ukrainien) ont, cependant, montré la fragilité du continent du fait d'une structure économique extravertie et encore dominée par des logiques de rente.

Des secteurs stratégiques comme l'alimentaire et l'énergie ont largement fait montre de vulnérabilités, occasionnant une inflation et une attrition de l'activité économique

globale. Dans un autre registre, le numérique pose de nombreux défis aux États africains. La construction des cyber-capacités accroît le risque de dépendance stratégique alors qu'INTERPOL estime, au même moment, les pertes liées à la cybercriminalité en Afrique à 4,12 milliards de dollars en 2021.

Face à ces nombreux défis, les États africains sont interpellés dans la construction de nouvelles souverainetés dans ces secteurs stratégiques. Si la centralité de l'État exige un rôle cadre, la place du secteur privé est à redéfinir dans cette perspective. Sa faiblesse pèse sur la création de valeurs, d'emplois et sur les difficultés de consolidation des échanges intracontinentaux.

Il se pose dès lors la question de la réforme des structures économiques nationales, de la place du secteur privé africain dans les domaines critiques et de son apport spécifique dans les domaines dits régaliens.

Il apparaît nécessaire de mener une réflexion inclusive sur ces défis afin que leurs implications sécuritaires, économiques politico-sociales soient mieux appréhendées par les acteurs nationaux et régionaux concernés.

### OBJECTIFS



Cet atelier vise à déterminer la place du secteur privé dans l'émergence de nouvelles souverainetés et sa contribution à la pérennisation de ces dernières.



## B2 - DÉFIS DE SOUVERAINETÉS

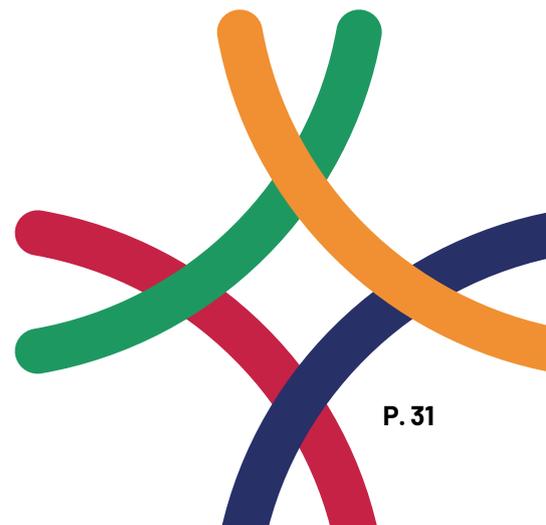


### Place du Secteur privé dans la construction de nouvelles souverainetés (énergétique, alimentaire, numérique, etc.) en Afrique

#### Atelier 5

#### POINTS À TRAITER

1. Quels sont les facteurs de vulnérabilité du secteur privé en Afrique face aux tensions et crises internationales ? Comment le secteur privé peut-il amoindrir l'effet ?
2. Comment le secteur privé peut-il être le fer de lance dans la construction de nouvelles souverainetés ? Quel pourrait être son rôle dans la viabilité de ces dernières ?
3. Dans quelle mesure le secteur privé peut-il impulser et soutenir une souveraineté alimentaire sur le continent ? Quid de la souveraineté énergétique ?
4. Comment optimiser l'endogénéisation du potentiel économique du numérique en Afrique ? Quels pourraient être les contours d'une souveraineté numérique en Afrique ?
5. Quelle place donner à l'intégration africaine dans le renforcement d'un secteur privé tourné vers la construction des nouvelles souverainetés en Afrique ?





## **Jeunesse, citoyenneté et souveraineté : les défis de l'éducation et de la formation**

### **Atelier 6**

#### **MODÉRATEUR**

**Aïchatou MINDAOUDOU**

*Ancienne ministre des Affaires étrangères de la Coopération et de l'Intégration Africaine du Niger et Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire*

#### **INTERVENANTS**

**Guillaume HUSSON**

*Chef du secteur Éducation du Bureau de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel)*

**Gilles YABI**

*Président et fondateur du think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest (WATHI)*

**Moustapha MAMBA GUIRASSY**

*Ancien ministre de la Communication, des Télécommunications et des TIC du Sénégal, Fondateur de l'Institut africain de Management (IAM)*

**Hirromichi MORISHITA**

*Représentant résident de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) au Sénégal*

#### **DISCUTANTS**

**Gabriel MVOGO SAINT**

*Président de l'Organisation des Jeunes pour l'Union Européenne et Africaine*

**Sofie FROM-EMMESBERGER**

*Directrice Générale pour l'Afrique et le Moyen-Orient au Ministère des Affaires Étrangères de Finlande*



## B2 - DÉFIS DE SOUVERAINETÉS



### Atelier 6

## Jeunesse, citoyenneté et souveraineté : les défis de l'éducation et de la formation

### CONTEXTE

La valorisation du capital humain par l'éducation et la formation est l'un des défis majeurs des États africains, non seulement par une scolarisation totale des enfants, mais aussi par l'adaptation des enseignements à la digitalisation croissante de toutes les activités et processus de métiers de par le monde. Au cours de la 7<sup>e</sup> édition du forum, des tentatives de réponses ont été apportées à la problématique liée aux impacts de la croissance démographique, notamment dans le domaine de l'éducation et de l'emploi pour éviter des conséquences négatives sur le plan sécuritaire.

Selon les prévisions des organisations internationales et des partenaires au développement, le continent pourrait en effet compter, à l'horizon 2050, 2,4 milliards d'habitants, doublant ainsi la population actuelle. Certes, les questions démographiques seront au cœur de l'agenda économique du continent africain dans les années à venir, mais l'augmentation de la démographie en elle-même n'est pas un enjeu dans la mesure où la superficie de l'Afrique est de 30,37 millions km<sup>2</sup>, avec une densité légèrement supérieure à 43 habitants au kilomètre carré, soit trois fois inférieure à celle de l'Union européenne. En conséquence, l'un des seuls critères importants à prendre en compte est la jeunesse de la population, estimée selon les chiffres de la Banque mondiale à 77%, d'où le besoin de formation et d'éducation. Loin d'être une opportunité à exploiter, cette

dynamique démographique semble représenter un véritable fardeau pour le continent car engendrant une forte demande sociale que les gouvernements ont du mal à satisfaire. Exclues des processus politiques, privés de perspectives d'emplois viables et souffrant d'un sentiment de désespoir croissant, les jeunes deviennent vulnérables et crédules aux messages véhiculés par les terroristes, les extrémistes violents et les criminels organisés qui les attirent par divers moyens : incitations financières, messages d'espoir, arguments religieux, etc.

C'est ainsi que dans la continuité de l'édition précédente, cette 8<sup>e</sup> édition cherchera les réponses à ces enjeux dans les progrès à accomplir au regard du déficit de formation de la jeunesse africaine quant à la création et à l'utilisation des outils informatiques et de digitalisation, dans un monde qui se numérise de plus en plus et qui ne devrait laisser aucun secteur en marge. Elles sont aussi à chercher dans l'éducation à la citoyenneté, laquelle est déterminante dans l'imprégnation des normes du vivre ensemble qui doivent être partagées, et acceptées. Enfin, ces réponses doivent intégrer les nécessaires mutations attendues du système éducatif africain qui peine encore à valoriser la formation professionnelle, source de création massive d'emplois pour la jeunesse et vecteur de souveraineté dans des secteurs déterminants comme l'agriculture, l'élevage et la pêche.

### OBJECTIFS

Cet atelier vise à mettre en exergue la place du capital humain, notamment la jeunesse africaine, fer de lance de la construction de nouvelles souverainetés. En plus des défis liés à la formation, et aux opportunités offertes par la révolution numérique, il s'agira de promouvoir les voies et moyens de l'appropriation d'une nouvelle citoyenneté articulée autour d'un système éducatif adapté aux besoins réels conformément à la Déclaration d'Incheon « Éducation 2030 » et de « l'Agenda 2063 de l'Union africaine ».





## B2 - DÉFIS DE SOUVERAINETÉS



### Atelier 6

## Jeunesse, citoyenneté et souveraineté : les défis de l'éducation et de la formation

### POINTS À TRAITER

1. Comment la jeunesse africaine pourrait-elle profiter de la révolution numérique en cours pour impulser le développement de la science, de la technologie et de l'innovation ?
2. Quels rôles pour la jeunesse africaine dans les politiques de développement durable, principalement dans la quête de nouvelles souverainetés (numérique, énergétique, alimentaire etc. ?
3. Quelles sont les réformes à entreprendre dans les systèmes éducatifs africains actuels pour promouvoir une formation à la citoyenneté, au civisme et à l'emploi ?
4. Quels sont les défis des NTIC à surmonter dans l'éducation et la consolidation de la citoyenneté Afrique ?



## Cérémonie de clôture





Forum International de Dakar  
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa

FDD2022

# Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique



8<sup>e</sup> édition - 24 & 25 octobre 2022

## PARTENAIRES MAJEURS

AIR SENEGAL 



SUMMA 

TV5  
MONDE





## ARQUUS



**ARQUUS**  
DEFENSE - MOBILITY - SYSTEMS

ARQUUS est particulièrement heureux d'être à nouveau partenaire du Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique qui se tient au Sénégal les 24 et 25 octobre. Cette implication est tout à la fois pour nous une façon de marquer notre attachement profond au lien que nous entretenons avec le Sénégal mais également avec l'ensemble du continent africain où nous sommes présents depuis plus de 60 ans.

Leader européen de la mobilité terrestre protégée, ARQUUS est concepteur et fabricant de véhicules blindés de renommée mondiale dont beaucoup servent déjà en Afrique. Ses véhicules ont maintes fois démontré leurs capacités dans la région dans la lutte contre les groupes armés terroristes, sur tous les théâtres d'opérations et dans tous les environnements. Ils offrent aux forces armées, mais aussi aux forces de sécurité et de maintien de la paix, une protection de haut niveau, une excellente mobilité tout-terrain et un large volume intérieur, permettant des opérations dans la durée.

ARQUUS est une entreprise engagée. Ses ingénieurs innovent dans des domaines tels que la réduction de la consommation et des émissions des véhicules, mais également dans les nouvelles énergies, avec pour objectif de réduire les empreintes logistiques et environnementales des opérations militaires modernes.

Au Sénégal comme ailleurs en Afrique, ARQUUS se tient au côté des forces armées africaines. Notre engagement s'inscrit dans la durée et dans un objectif unique de satisfaire nos utilisateurs dans leur besoin de mobilité protégée. Nous sommes impatients de vous retrouver à Dakar !



## SUMMA

# SUMMA

Summa Turizm Yatirimciligi A.S. a été créée en 1989 à Ankara pour entreprendre des projets de construction à l'international en tant qu'entrepreneur général. Opérant depuis plus de 30 ans, Summa a mené à bien plus de 90 projets clés en main dans 12 pays différents et livré plus de 2 millions de m<sup>2</sup> de surface bâtie.

Ayant réalisée de nombreux projets au Sénégal, au Niger, au Rwanda, au Bénin, en Sierra Leone, en Guinée Bissau, au Congo, en Guinée équatoriale, en Libye, en Moldavie, en Roumanie, en Russie, au Venezuela et en Turquie, dans les domaines de la construction, de l'ingénierie et de l'investissement, Summa a acquis une réputation internationale, notamment dans la construction d'hôtels, de centres commerciaux, d'aéroports, de stades, de salles de congrès, d'hôpitaux, de bâtiments administratifs, d'universités, de

projets résidentiels et d'immeubles de grande hauteur. La société a été classée parmi les "Top 250 International Contractors" par le magazine Engineering News-Record depuis 2004, et ce pour les 19 dernières années consécutives.

Outre son rôle d'entrepreneur, Summa agit également en tant qu'investisseur et développeur dans plusieurs projets immobiliers, hôteliers, hospitaliers, aéroportuaires et de centres commerciaux au Sénégal, en Roumanie, en Moldavie, en Libye, en Sierra Leone et au Niger. En outre, la société a été reconnue pour son partenariat réussi avec les institutions financières internationales dans ce domaine.



## VICAT



Implanté depuis plus de 20 ans en Afrique de l'Ouest et en Egypte, le Groupe cimentier français VICAT a tenu à marquer son engagement aux côtés du Sénégal et plus généralement des États de la Sous-Région dans le cadre de programmes de développement, de paix et de sécurité.

La construction est un vecteur fort de développement. VICAT contribue par ses cimenteries et ses installations industrielles à la valorisation locale des ressources et au développement de l'emploi, en particulier de la jeunesse africaine. Le dynamisme démographique et économique du continent génère une nouvelle révolution urbaine, un besoin de logements accessibles au plus grand nombre et d'infrastructures modernes. VICAT répond à ces besoins par l'élaboration de solutions constructives africaines certifiées, décarbonées, conformes aux critères de la construction durable et de la préservation de l'environnement.

La volonté de VICAT est d'être partenaire des décideurs africains et d'apporter ensemble les réponses aux grands enjeux auxquels le continent est confronté. La paix et la sécurité en font partie, c'est la raison pour laquelle le Groupe soutient le forum de Dakar depuis sa création.

### Le groupe VICAT en quelques mots :

Groupe cimentier français présent dans 12 pays, VICAT emploie près de 10 000 collaboratrices et collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires consolidé de plus de 3 milliards d'euros, dont 65 % à l'international.

Le Groupe VICAT développe une offre performante de matériaux, produits et services adaptée à l'évolution constante des métiers de la construction.

Partout où il est implanté, VICAT s'attache au développement des territoires, de l'emploi local, du respect de l'environnement et du climat. Il cultive sur le long terme des relations de confiance avec ses clients et partenaires.



Forum International de Dakar  
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa

FDD2022

# Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique



8<sup>e</sup> édition - 24 & 25 octobre 2022

## ORGANISATEURS



Ministère des Affaires étrangères  
et des Sénégalais de l'Étranger



avisa partners





Forum International de Dakar  
sur la Paix et la Sécurité en Afrique  
Dakar International Forum  
on Peace and Security in Africa

FDD2022

# Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique



8<sup>e</sup> édition - 24 & 25 octobre 2022

## CONTACTS MÉDIAS

La 8<sup>e</sup> édition du Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique aura lieu cette année les 24 & 25 octobre 2022 au Sénégal au Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD).

[dakarforum.org](https://dakarforum.org)

*Contact presse internationale*  
Nicolas VAN GOSSUM | [nvg@35nord.com](mailto:nvg@35nord.com)  
Jade GERSON | [jg@35nord.com](mailto:jg@35nord.com)

*Contact presse locale*  
Dame BABOU | [dame@africancn.com](mailto:dame@africancn.com)

✉ [contact@dakarforum.org](mailto:contact@dakarforum.org)

🐦 [@dakarforum](https://twitter.com/dakarforum)

in [linkedin.com/company/dakar-forum/](https://www.linkedin.com/company/dakar-forum/)

avisa partners